

Pacifisme populaire et violence répressive

Quand, à la veille de l'élection avortée du 4 juillet, le pouvoir de fait a compris que le mouvement national avait définitivement rejeté son option pour la restauration du régime, il a commencé par lui appliquer le traitement répressif habituel et par tenter une manœuvre de division à travers l'interdiction de l'emblème amazigh. Quand, avec la rentrée et la relance de la mobilisation, il a compris qu'il ne pouvait ni réduire la mobilisation par la répression ni confiner la rébellion à la seule Kabylie, il s'est mis à essayer d'intimider les manifestants en usant du discours de l'anathème et de la menace. Quand, avec la campagne électorale pour l'élection du 12 décembre, il a constaté la faiblesse politique et numérique de ses soutiens, il a résolu d'annihiler conceptuellement le mouvement citoyen, de le proclamer minoritaire, voire marginal, et de susciter des contre-manifestations exécutées par des personnels acquis au statu quo et qu'il appuie logiquement et médiatiquement.

Le discours de l'imprécation et du déni avait déjà commencé à déteindre sur la communication institutionnelle : sans cesse, le pouvoir accablait les masses de manifestants pacifiques de quolibets infamants ("traîtres", "mercenaires"...), tout en minimisant l'ampleur du mouvement populaire ("groupuscule", "mouvement minoritaire"...).

Plus encore, les catégories d'activistes attachés à leur situation de rente ou à leur servitude politique, et qui donc tiennent à la conservation du système autoritaire, se sont emparées de ce discours stigmatisant pour le reproduire, l'amplifier et le "populariser" à travers les réseaux sociaux, les médias publics et les médias privés courtisans. On aura ainsi atteint le summum de ce dévergondage verbal institutionnel lorsqu'une chaîne d'État a cru utile à ses dirigeants de relayer les propos injurieux d'un dévoyé traitant une partie du peuple algérien de "zouaves".

Pernicieusement, le pouvoir a voulu créer, autour d'une révolution pacifique, souriante malgré le côté harassant d'une si longue marche, une atmosphère d'insécurité qui, pense-t-il peut-être, découragera une partie du peuple manifestant. En ce quarante-cinquième vendredi, un pas a été franchi dans la violation du pacifisme du mouvement national.

On pourrait penser qu'il s'agit d'"incidents", si cette irruption de violence de baltagua dans certaines villes n'était pas concomitante avec l'usage injustifié de la répression. Auparavant déjà, et en plus des arrestations multiples et autres mesures d'étouffement, la répression avait gagné en intensité, comme on l'avait vu à Oran et à Bouira en particulier. Il est clair que la violence qui s'est abattue sur les marcheurs dans certaines villes est le fait d'escouades de baltagua préparés et instruits pour cela.

Par son pacifisme de principe, le mouvement populaire n'a pas prêté le flanc au facile usage de la répression, unique forme de réponse à la contestation que le système cultive et pratique depuis sa naissance. Devant cette impasse culturelle, il y a comme une tentation d'éprouver le mouvement en lui opposant une force physique de provocation.

Lui tendant ainsi un autre piège à enjamber dans sa marche probablement encore longue.

M. H.
musthammouche@yahoo.fr